

De même, p. 165, le vizir 'Alī b. Ğa'far b. Falāh est inscrit comme juif alors qu'il est le fils du conquérant kutamite de la Syrie.

Leila al-Imad reprend des affirmations courantes sur l'excellence de l'organisation fiscale fatimide, sur un État fonctionnant à la perfection sous al-'Azīz, elle ne tient pas compte des travaux réalisés en Europe et qui ont montré les dysfonctionnements apparus très tôt. L'immobilisation excessive des métaux précieux dans le Trésor fatimide, le poids écrasant des prélèvements fiscaux sur la production agricole et artisanale, la part du privé et du public dans l'administration financière centrale, le rôle des capitaux investis dans la gestion des *diwān*-s fiscaux, les trafics sur le blé et la viande, les problèmes posés par les déséquilibres démographiques villes/campagnes, le rôle des vizirs en matière d'approvisionnement et de contrôle de la spéculation, tout cela n'apparaît guère.

Pourtant l'ouvrage, s'il n'apporte guère d'idées nouvelles, demeure d'utilisation commode pour les gens qui ne sont pas des familiers de la dynastie fatimide et pour ceux qui, ne lisant pas l'arabe, ne peuvent avoir recours aux ouvrages parus en Égypte sur le même sujet.

Thierry BIANQUIS

(Université Lumière-Lyon 2)

George MAKDISI, *History and Politics in Eleventh-Century Baghdad*. Variorum Reprints, London, 1991. 15 × 23 cm, 309 p.

Le thème choisi pour regrouper les neuf articles qui sont ici présentés est en fait l'évolution politique sous les Seldjukides au XI^e siècle. La publication la plus ancienne retenue pour ce volume (Article V, tiré de *Journal of the American Oriental Society*, 1954) est une étude sur l'origine de la ville de Ḥilla en Iraq central (étude dont les résultats n'ont malheureusement pas été pris en compte dans l'article « al-Ḥilla » de l'*Encyclopédie de l'Islam* III, 1977), et sur les Mazyadides. Ces « notes », puisque c'est ainsi que G.M. appelle sa publication, constituent encore une démonstration utile, bien que fort complexe, de l'ancienneté de la présence mazyadide dans la région (cf. C.E. Bosworth, article « Mazyadide », *E.I.* VI, 1990). Une post-face de quelques mots aurait pu être ajoutée à cette première publication, très factuelle, pour rappeler l'importance du rôle des Mazyadides dans la consolidation du noyau chiite irakien à la faveur des dissensions seldjukides, et le rapport de cet article avec l'évolution politique sous les Seldjukides eût alors été tout à fait évident.

L'histoire politique de cette période a été abordée jadis par G.M. dans sa thèse sur Ibn 'Aqīl (1963), juriste et théologien hanbalite de Bagdad, qui eut à souffrir vers 1070 de la « résurgence » (ne devrait-on pas dire « consolidation » ?) de l'Islam traditionaliste dont G.M. a montré la place centrale dans le renouveau sunnite du XI^e siècle. Le recueil actuel a repris des matériaux publiés antérieurement à la thèse, et qui ont servi à la réflexion du chercheur, et d'abord ce qui reste d'un journal tenu par le hanbalite bagdadien Ibn al-Bannā', contemporain des faits, entre ᜒawwāl 460/août 1068 et ᜒū l-qā'da 461/août 1069 (article II tiré de *BSOAS*, 1956-1957). Les

conclusions tirées de ce journal pour la compréhension de l'affaire Ibn 'Aqil (Article III, *Mélanges Massignon*, 1957) ont déjà été utilisées dans la thèse et auraient pu ne pas être reprises ici. En revanche, on retrouve avec plaisir l'étude sur Bagdad au XI^e siècle, essentiellement composée, elle aussi, à partir des indications (topographiques cette fois) se trouvant dans le journal d'Ibn al-Bannā', et qui avait été publiée en 1959 dans le volume d'*Arabica*, consacré à la célébration du mille deux centième anniversaire de la fondation de la ville (article IV). Un effort aurait sans doute pu être fait pour ajouter à cet article un schéma cartographique un peu plus élaboré que le très modeste croquis dont était dotée l'étude, mais l'effet de la démonstration de G.M. reste pertinent : une meilleure compréhension de la situation politique, et tout particulièrement de la tension entre le pouvoir seldjukide et le califat, permet de donner tout leur sens à ces murs d'enceinte, signes de souveraineté, coupant dans le vif du tissu urbain, construites par Tuğrıl beg en 448/1056 puis par le calife al-Mustazhir en 488/1095; belle démonstration de la nécessité, pour celui qui s'intéresse à l'histoire urbaine, de ne pas perdre de vue l'histoire politique, sous peine de tirer, des indications topographiques parvenues jusqu'à nous, une idée fausse, ici, du déclin urbain de Bagdad, sévèrement affectée par ailleurs par les inondations et les incendies. Trois articles postérieurs à la thèse (article IX, « The Marriage of Tughril Beg », *IJMES* I, 1970; art. VI, « The Sunni Revival », *Islamic Civilisation*, 1973; art. VII, « Les rapports entre calife et sultān à l'époque seldjuqide », *IJMES* VI, 1975) reprennent des présentations d'ensemble des thèmes que G.M. a eu le mérite de formuler au cours de ses recherches, et qui étaient déjà perceptibles dans les articles précédents : les relations entre les Seldjukides et le califat n'ont pas été une protection respectueuse de celui-ci, comme on l'a longtemps dit, mais des rapports de tension; le renouveau sunnite n'est pas dû aux Seldjukides, ni à la fondation de la Niẓāmiyya par leur célèbre vizir, ni à Gazālī, mais aux milieux traditionalistes hanbalites qui ont soutenu le califat. Une méditation plus tardive sur « Authority in the Islamic Community » (art. VIII, in *La notion d'autorité au Moyen Âge*, PUF, 1982) amplifie le thème de façon encore plus convaincante et large (sauf ce qui est dit du « califat ottoman », VIII, p. 119, reprenant VII, p. 236, qui nous semble hasardeux). Il est clair que certaines considérations sur le renouveau sunnite font référence à d'autres recherches de G.M. qui doivent être réunies dans un volume à venir de la même collection intitulé *Religion, Law and Learning in Classical Islam*.

Mais dans ce volume, l'historien sera aussi très sensible à l'invitation à relire autrement la documentation présentée, en particulier « le Journal d'Ibn al-Bannā' » (art. II). L'article placé en tête du recueil, le plus récent (« The Diary in Islamic Historiography : some notes », *History and Theory* 25, 1986) y incite en attirant l'attention du chercheur sur le rôle de ces journaux personnels dans la formation de la mentalité historique, et il est certain que le texte d'Ibn al-Bannā' peut être utilisé à bien autre chose qu'à préciser les détails de l'affaire Ibn 'Aqil. Pour cette nouvelle publication du Journal, texte et traduction, G.M. doit donc être vivement remercié.

Jean-Claude GARCIN
(Université de Provence)

Pierre GUICHARD, *Les musulmans de Valence et la Reconquête (XI^e-XIII^e siècles)*. Institut français de Damas, Damas, 1990-1991. 2 vol. 617 p. + documents.

L'ouvrage constitue la version publiée de la thèse de doctorat d'État soutenue par P. Guichard en 1987 à l'université de Toulouse-Le Mirail, sous le titre plus explicite : *La société musulmane valencienne et sa destruction à l'époque de la Reconquête (de la domination musulmane à la domination chrétienne; le royaume de Valence au XIII^e siècle, étude sociale)*. Il se divise en quatre parties : 1) « L'histoire de Valence à l'époque musulmane » offre en réalité une ample histoire politique d'al-Andalus depuis l'époque des taifas jusqu'à l'entrée de Murcie dans la vassalité castillane, en 1243; 2) « La population musulmane du Šarq al-Andalus » traite de l'organisation du peuplement en villes (*madina/s*), « châteaux » (*hiṣn/s*) et localités rurales dépendantes (*qarya/s*), en s'appuyant largement sur l'archéologie, et conclut sur le fait que la *qarya*, village de propriétaires libres, constitue la base communautaire de l'organisation sociale dans les campagnes et celle de la fiscalité étatique; 3) « Le système socio-politique musulman » conclut à une société peu seigneurialisée et faiblement militarisée, où l'impôt assure la liaison entre les communautés rurales et l'appareil de l'Islam, constitué par les cadi, *faqih/s*, *kātib/s*, *qā'id/s...*; 4) « La société musulmane valencienne face à la Reconquête » part de ce caractère faiblement militarisé de la formation politico-sociale andalouse en général, et valencienne en particulier, et, à travers la conquête catalano-ragonaise et la répression des révoltes musulmanes subséquentes, débouche sur la destruction des structures « tributaires » musulmanes. On aboutit à une conclusion générale résumée dans la formule : « Du système tributaire musulman au régime féodal chrétien ».

On reste le plus souvent confondu par l'érudition, l'ampleur de vues et la subtilité dont fait simultanément preuve P. Guichard. Mais il demeure que l'on peut ne pas être totalement convaincu par l'idée des « communautés rurales » autonomes, clé de voûte de sa démonstration, qui prend le contre-pied de la vision traditionnelle d'une domination absolue de la ville sur la campagne dans l'« Espagne musulmane », et s'inspire de l'interprétation tiers-mondiste du marxisme qu'a proposée Samir Amin¹. En effet, lorsque l'on voit apparaître dans les textes de telles « communautés », comme dans l'exemple de Peñiscola, qui ouvre l'ouvrage, elles ressemblent plus à de petites villes, dominant un espace rural constitué par un certain nombre de villages (*qarya/s*), qu'à ce que suggérerait *a priori* l'expression de « communauté rurale ». Il est vrai que ces organisations communautaires sont supposées être assez semblables à celles qui ont survécu au Maghreb jusqu'à l'époque contemporaine. Mais on ne peut négliger que les « communautés villageoises » constituent également une pièce-clé du régime seigneurial ou « féodal », selon la terminologie adoptée, européen, avec les « communautés d'habitants » de la France de l'Ancien Régime, ou les *concejos* castillans².

1. Curieusement P. Guichard cite non la version originale française *Le développement inégal, Essai sur les formes sociales du capitalisme périphérique*, Paris, 1973, mais sa traduction espagnole, évidemment à cause de l'introduction donnée par M. Barceló.

2. L'analogie avec le *concejo* castillan nous

paraît révélatrice, étant donné l'amphibologie du terme entre le *concejo* urbain, interprété traditionnellement comme une « communauté de ville et terre » et vue aujourd'hui comme une « seigneurie collective urbaine », et le *concejo* de village, qui correspond à la communauté d'habitants de l'ancienne France.